

MINISTÈRE DE
L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
SÉCURITÉ INTÉRIEURE



PV n° 2020/80/

AFFAIRE

Contre [REDACTED]

Association de malfaiteurs
terroriste en vue de la
préparation d'un ou plusieurs
crimes d'atteintes aux
personnes.

Refus de remettre aux
autorités judiciaires ou de
mettre en œuvre la
convention secrète de
chiffrement d'un moyen de
cryptologie

OBJET

La violence et l'ultragauche

PROCES-VERBAL

M423
(7p.)

---L'An deux mille vingt-deux, ---

---Le treize juillet ---

Nous, 1207 SI

En fonction à la Direction Générale de la Sécurité Intérieure

--- Officier de Police Judiciaire en résidence à Levallois-Perret ---

--- Nous trouvant au service ---

--- Poursuivant l'exécution de la commission rogatoire référencée JI 109/20/03, Numéro Parquet 20-038-000910, délivrée le 20/04/2020 par Monsieur Jean Marc HERBAUT, vice-président chargé de l'instruction au pôle anti-terroriste du tribunal judiciaire de PARIS, du chef d'association de malfaiteurs terroriste en vue de la préparation d'un ou plusieurs crimes d'atteintes aux personnes, ---

--- Vu le soit transmis du 14 décembre 2020 étendant nos investigations aux faits nouveaux, Refus de remettre aux autorités judiciaires ou de mettre en œuvre la convention secrète de chiffrement d'un moyen de cryptologie.---

--- Faits commis courant 2020 sur le territoire national et ce depuis un temps ne portant pas prescription, Contre [REDACTED] ---

--- Vu les articles 81, 151, 152, 154 du Code de procédure pénale. ---

--- Vu l'article 706-24 du Code de procédure pénale. ---

--- Vu l'autorisation du Procureur général près la cour d'appel de Paris d'acter anonymement. ---

---Synthétisons comme suit les éléments recueillis concernant l'ultragauche violente :---

**DE L'ACTIVISME À « L'ACTION DIRECTE »
L'INSCRIPTION DE L'ULTRAGAUCHE DANS LA VIOLENCE**

---L'émergence de l'« ultragauche » en France remonterait au début des années 70 (pour une définition de la notion d'« ultragauche », se référer au PV intitulé « La mouvance ultragauche »). D'une mouvance militante empreinte d'activisme, l'ultragauche s'est peu à peu inscrite dans la violence (1) et a connu son apogée criminelle avec le groupe Action Directe qui sévira dans les années 70 et 80, n'hésitant pas à enlever ou tuer des individus au nom de son idéologie radicale (2). Bien que le climat se soit apaisé en France depuis la disparition d'Action Directe, cette mouvance porte en elle une violence grandissante et s'inscrit dans un climat européen d'ultragauche au potentiel meurtrier (3).---

1. Une montée en puissance du recours à la violence par l'ultragauche

---L'ultragauche française apparaît au début des années 70 galvanisée et renforcée par les mouvements sociaux post 68 et inspirée par l'autonomie italienne (notamment par les **Brigades rouges**, responsables de l'assassinat de l'ancien président du conseil des ministres d'Italie Aldo MORO en 1978).---

1207SI

---L'ultragauche française se distinguait alors par des pratiques en rupture avec le système capitaliste au niveau individuel et collectif. Cette période, marquée par un grand activisme, se caractérisait par la multiplication de squats, des manifestations violentes ainsi que des dégradations de magasins ou de matériels urbains.---

---Des événements marquants attribués à l'ultragauche sont à noter comme l'occupation du plateau du Larzac, la grève des Lip de 1973 à 1976, l'occupation de la rédaction du journal Libération en octobre 1977, ou encore, la manifestation du 23 mars 1979 pour défendre la sidérurgie en Lorraine qui dégénérait en affrontements. La police devenait la cible de cocktails Molotov des militants.---

---Des groupements d'ultragauche se formaient et se structuraient comme **la Gauche prolétarienne** qui s'illustrait par des actions démontrant une certaine montée en puissance de la violence dans ces courants.---

---La Gauche prolétarienne était notamment à l'origine de l'enlèvement d'un responsable de la société Renault, Robert NOGRETTE, en mars 1972, avant d'être dissoute en janvier 1974.---

---Parallèlement naissaient, en septembre 1973, **les Groupes d'action révolutionnaire internationalistes** (GARI) qui réaliseront plus de 20 attentats. Ils procédaient à l'enlèvement du directeur de la *Banco Bilbao* à Paris et à quelques braquages pour financer leurs actions. Néanmoins, incapables d'élaborer un projet à long terme précis et fédérateur, les GARI disparaissaient au bout de quelques mois.--

---Deux procès se tenaient en 1981 contre des membres de ce groupuscule, néanmoins la plupart des accusés étaient acquittés, d'autres étaient condamnés par contumace puis amnistiés par le Président MITTERAND.---

---Ensuite, **les Brigades internationales** entraient en action en décembre 1974 et réalisaient aussi plusieurs attentats et tentatives d'attentats comme l'exécution de l'ambassadeur de Bolivie à Paris en mai 1976. Les Brigades internationales mettaient fin à leurs activités en 1977.---

---La même année, **les Noyaux armés pour l'autonomie populaire** (NAPAP) étaient formés. Des membres du groupement assassinaient le vigile, Jean-Antoine TRAMONI qui était à l'origine du décès en 1972, à la porte des usines Renault-Billancourt, de Pierre OVERNEY, militant de la Gauche prolétarienne. Par la suite, les NAPAP menaient une dizaine d'attentats contre des entreprises automobiles ou des symboles du pouvoir politique (contre le ministère de la Justice en particulier).--

---Néanmoins des scissions apparaissaient au sein des groupes d'ultragauche notamment en raison de la radicalisation du mouvement et de la violence politique ou la lutte armée prônées par certains.---

2. L'inscription de l'ultragauche dans la criminalité, son apogée avec le groupe Action Directe

---La fin des années 70 était marquée par l'émergence d'un terrorisme révolutionnaire au sein des démocraties européennes. **Les Brigades rouges** continuaient de sévir en Italie jusqu'à la fin des années 1980, **la Rote Armee**

Rossi

Fraktion (Fraction des armées rouges) terrorisait l'Allemagne et **Action Directe** opérait en France.---

D1423 B

---Le groupe Action Directe, d'inspiration communiste libertaire, naissait en 1979 de la fusion des GARI, des NAPAP et des Brigades internationales. Action Directe, considérée comme terroriste par l'État, assumait l'usage de la violence, collective et revendicative, comme moyen légitime de renverser un régime considéré comme oppressif. Certains partisans s'étaient aguerris par des opérations de sabotage notamment au préjudice d'EDF.---

---Cette mouvance se faisait d'abord connaître par le mitraillage de la façade du siège du Conseil national du patronat français (CNPF) le 1^{er} mai 1979 à Paris.---

---Le 25 mai 1979, Action Directe revendiquait un attentat à l'explosif contre une agence immobilière.---

---Fidèle aux organisations qui l'ont précédé et aux modes opératoires de groupes européens similaires, Action Directe procédait à l'attaque à main armée d'une perception de Condé-sur-Escaut le 28 août 1979 afin de constituer des fonds pour financer ses futures actions.---

---S'en suivaient de nouvelles opérations dès septembre, avec le mitraillage ou le dépôt d'explosifs sur des cibles officielles (ministère du Travail, de la Santé, siège de la SONACOTRA).---

---L'année 1980 était marquée par deux vagues d'attentats, de février à avril puis de juillet à septembre, ciblant des sociétés immobilières, des institutions policières, comme la DST et l'organisation internationale de coopération des polices, ou des sièges du pouvoir politique, mairies ou ministères. À titre d'exemple, le ministère de la coopération était la cible d'un attentat le 18 mars, sept impacts de balles étaient dénombrés dans le bureau du Ministre Robert GALLY.---

---Malgré une trêve pendant la campagne présidentielle, un policier décédait au cours d'une fusillade lors du braquage d'une banque parisienne le 15 avril.---

---En mars, une trentaine de militants autonomes sympathisants ou militants d'Action Directe étaient interpellés, s'en suivaient deux grèves de la faim menées par des détenus de cette mouvance. Début août, une amnistie était accordée permettant la libération de cinq membres de l'organisation. Les actions du Comité Unitaire pour la Libération des Prisonniers Politiques (CULPP) conduisaient à une nouvelle vague de libération plus large en octobre. L'objectif était de s'assurer de la neutralité de ces militants en échange de leur libération et de l'arrêt des poursuites à leur égard. Les heurts cessaient un temps.---

---Action Directe reprenait ses activités les 24 et 25 décembre 1981 avec sept attaques contre des magasins de luxe. Le groupe était, aussi, à l'origine de l'assassinat en février 1982, de l'informateur Gabriel CHAHINE (qui avait remis à la police des adresses de militants d'Action Directe). Puis, en mars 1982, l'organisation mitraillait l'antenne du ministère de la Défense israélien à Paris et tuait un gardien de la paix.--

---En juin 1982, Action Directe s'attaquait au siège européen du FMI et de la Banque mondiale, pour s'opposer au sommet du G7 à Versailles (78).---

120781

---Au mois d'août 1982, le groupe connaissait sa première crise interne majeure. Le mouvement était de plus en plus violent ce qui créait des tensions aboutissant à sa scission en quatre branches. Deux groupes, les « **mouvementistes** » ou « **légalistes** », renonçaient à la lutte armée et deux autres, **l'Affiche rouge** (aussi appelé « **branche nationale** » ou « **branche lyonnaise** ») et **Action Directe branche internationale** s'enracinaient dans la violence par le biais de commandos appelés « unités combattantes ». ---

---Le 31 mai 1983, l'organisation faisait de nouveau la une de l'actualité, avec une fusillade avenue Trudaine à Paris entre un commando et la police à la suite d'un braquage de banque. Cette échauffourée causait la mort de deux policiers.---

---Au mois de septembre, l'organisation s'en prenait à la Marine nationale et au Cercle militaire interallié. Une nouvelle fusillade, en octobre 1983, causait la mort d'un militant de l'organisation italienne des **Communistes Organisés pour la Libération Proletarienne** (COLP), illustrant la collaboration d'Action Directe avec d'autres mouvements de lutte armée européens. ---

---Parallèlement, l'Affiche Rouge commettait 21 braquages et 12 attentats.---

---L'année 1984 marquait une nouvelle radicalisation de ce groupe qui commettait son premier attentat à l'aveugle en déposant cinq kilogrammes d'explosifs dans le hall de l'Agence spatiale européenne faisant six blessés. Puis, une voiture piégée par vingt-trois kilogrammes d'explosifs était placée devant le bâtiment de l'Union de l'Europe Occidentale, néanmoins celle-ci n'explosait pas en raison d'une défaillance du système de mise à feu.---

---L'organisation entrait dans sa phase la plus meurtrière avec l'assassinat du Général René AUDRAN, directeur des affaires internationales au ministère de la Défense en janvier 1985, puis avec la tentative d'assassinat dirigée contre Henri BLANDIN, contrôleur général des armements le 26 juin.---

---En 1986, Action Directe s'en prenait particulièrement aux forces de l'ordre ciblant le 16 mai le siège d'Interpol, blessant un policier. Puis, le 9 juillet, l'organisation commettait un attentat à la bombe dirigé contre les locaux de la Brigade de répression du banditisme (BRB). Cette attaque entraînait le décès de l'inspecteur divisionnaire Marcel BASDEVANT, vingt personnes étaient également blessées.---

---Enfin, Action Directe s'illustre par l'assassinat de Georges BESSE, Président directeur général de la Régie Renault en novembre. ---

---La France se dotait d'un arsenal spécifique par la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'État, définissant pour la première fois la notion d'acte de terrorisme, et créant des règles de procédures spéciales ainsi qu'un corps spécialisé de juges d'instruction et de procureurs, « le service central de lutte antiterroriste ».---

---Ce renforcement des mesures antiterroristes permettait l'arrestation des principaux leaders du groupe et sonnait le glas de l'organisation.---

---En effet, le 21 février 1987, les principaux responsables d'Action Directe, Jean-Marc ROUILLAN, Nathalie MÉNIGON, Joëlle AUBRON et Georges CIPRIANI, étaient interpellés dans une ferme à Vitry-aux-Loges (45). Cette opération permettait la découverte de 400 000 francs ainsi que des devises étrangères, 11 fusils d'assaut,

30 kilogrammes d'explosifs, 80 détonateurs, du matériel d'écoutes sophistiqué ainsi que de nombreux documents, notamment des listes de personnalités à enlever ou à tuer et l'original de la revendication de l'assassinat de Georges BESSE.---

---Plusieurs procès se succédaient à l'encontre des membres d'Action Directe, ceux-ci étaient émaillés de grèves de la faim, néanmoins la justice ne céda pas aux revendications des mis en cause.---

---Certains jugements étaient particulièrement notables. Notamment, en février 1988, 17 membres de l'organisation étaient jugés pour association de malfaiteurs. Deux individus étaient relaxés mais les autres étaient condamnés à des peines allant de 18 mois à 10 ans d'emprisonnement. Les leaders du groupe, Régis SCHLEICHER, Jean-Marc ROUILLAN, Georges CIPRIANI, Vincenzo SPANI, Joëlle AUBRON, Nathalie MÉNIGON, Mohand HAMAMI et Claude HALFEN furent condamnés à la peine maximale.---

---Le même mois, Nathalie MÉNIGON était également condamnée à 12 ans de réclusion criminelle pour la tentative d'homicide de policiers lors d'une fusillade le 13 septembre 1980, rue Pergolèse, alors que les forces de l'ordre tentaient d'interpeller des membres d'Action Directe.---

---Le 14 janvier 1989, les quatre individus interpellés à la ferme de Vitry-aux-Loges (45) étaient condamnés à une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour l'assassinat de Georges BESSE. Le 19 mai 1994, la même peine était prononcée à leur encontre pour l'assassinat de René AUDRAN ainsi que pour des tentatives d'assassinat et les attentats perpétrés contre les locaux d'Interpol et de l'Union de l'Europe Occidentale.---

---Le 14 octobre 1992, Max FRÉROT et Gilbert VECCHI étaient respectivement condamnés à une peine de réclusion criminelle à perpétuité et à 10 ans de détention pour l'attentat commis contre la BRB et le meurtre d'un policier de ce service.---

---L'organisation aurait fait au moins 12 morts et 26 blessés, plusieurs procès avaient lieu contre les membres de ce groupuscule et de nombreuses condamnations étaient prononcées, néanmoins depuis, la quasi-totalité des individus a été remise en liberté.---

3. Les résurgences violentes de l'ultragauche depuis la fin d'Action Directe

---Depuis le démantèlement d'Action Directe, l'ultragauche française s'exprime principalement par des modes d'action militants et des atteintes aux biens.---

---L'ultragauche crée un maillage territorial de lieux et de territoires occupés. Ces lieux de vie peuvent également être des bases arrières pour l'organisation d'actions violentes. À titre d'exemple, les 16 et 17 mai 2020, des objets incendiaires, ont été découverts dans un squat antifasciste, situé dans l'ancienne clinique de la Dhuis à Bagnolet (93).---

---Par ailleurs, les ZAD se trouvent également être des lieux cristallisant les violences de l'ultragauche lorsque les forces de l'ordre tentent d'y intervenir. En effet, la présence des forces de l'ordre dans les ZAD est vue comme une occupation de ce territoire conquis physiquement et politiquement. ---

AW781

---Les ZAD, à l'origine, sont des zones d'aménagement différé renommées zone à défendre par l'ultragauche. Les individus qui occupent ces zones les transforment en base de vie et épicerie d'une lutte enracinée dans la durée. L'ultragauche tente de créer une forteresse au service d'un projet politique et social qui dépasse la simple contestation de l'aménagement futur de la ZAD.---

---Les partisans de l'ultragauche croient aux vertus de la violence spectaculaire et localisée, et passent parfois par l'occupation illégale de ces territoires pour conduire à une opposition physique et frontale avec les forces de l'ordre.---

---Outre l'occupation de lieux, la mouvance ultragauche s'illustre par la destruction de biens notamment publics à l'occasion de manifestations ou de manière isolée. Les actions de destruction, et de sabotage d'infrastructures et de bâtiments se sont d'ailleurs multipliées depuis mars 2020. En effet, la mouvance a trouvé un nouvel élan dans la lutte contre la gestion de la crise sanitaire et les mesures en découlant. Des militants se sont attaqués à de nombreux matériels de télécommunication comme dans le Gard (30) où des boîtiers d'antennes relais ont été saccagés, des câbles de fibre optique ont aussi été sectionnés à Ivry et Vitry (94).---

---En 2021 l'ultragauche a revendiqué 153 actions sur le territoire national, principalement des incendies volontaires avec comme cibles privilégiées les infrastructures liées aux télécommunications (antennes relais et armoires de fibre optique). Des documents concernant la fabrication de dispositifs incendiaires et le fonctionnement des infrastructures visées sont largement diffusés par la mouvance sur Internet.---

---Enfin, l'ultragauche maintient une tension laissant entrevoir son potentiel violent non seulement contre les biens mais aussi contre les personnes via l'utilisation du « black bloc » lors de manifestation ou d'affrontements dans les ZAD.---

---L'objectif d'un black bloc est de profiter d'un rassemblement pour faire une démonstration de force et donner une visibilité à l'idéologie d'ultragauche. Le black bloc se met en scène et témoigne de l'existence d'une contestation radicale et violente du refus de toute forme de pouvoir et de tout compromis avec l'ordre établi. Il symbolise non pas la révolution mais l'immédiate émeute, l'insurrection.---

---En pratique, il s'agit d'un rassemblement compact entouré de forces défensives à l'intérieur desquelles des lignes offensives lancent des projectiles. Dans le même temps, des groupes doivent aussi quitter le bloc pour mener des actions directes, une fois l'action réalisée le groupe rejoint le bloc.---

---En effet, le black bloc garantit l'anonymat des participants, notamment grâce à leur tenue noire uniforme. Ils ont, généralement, un sac à dos leur permettant de se changer pendant le rassemblement et de se fondre dans la masse lorsqu'ils doivent s'échapper.---

---Si en France l'ultragauche s'avère menaçante, aucun attentat récent ne lui est attribuable. Néanmoins, la mouvance est active sur la scène européenne.---

---L'Italie, a connu des résurgences des Brigades rouges au sein **des Nouvelles brigades rouges** dans les années 2000, avec l'assassinat de deux universitaires, un en 1999 et l'autre en 2002, tous deux étaient impliqués dans les réformes de l'État au titre d'expert auprès du gouvernement italien.---

16/81

---Le premier juin 2005, cinq membres des Nouvelles brigades rouges ont été condamnés à une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour l'assassinat perpétré en 2002.---

---Les Nouvelles brigades rouges toujours actives, ont vu six de ses partisans interpellés le 11 juin 2009. Ils sont soupçonnés d'association de malfaiteurs terroriste et de détention d'armes. Des armes et une grenade ont été découvertes lors des perquisitions ainsi que des plans du système de vidéosurveillance du sommet du G8 devant se tenir en juillet 2009 en Italie. Les individus auraient eu pour projet d'approcher des points stratégiques du sommet.---

---Plus récemment, le groupe d'ultragauche grec nommé **les pouvoirs révolutionnaires combattants du peuple** a revendiqué l'assassinat de deux militants néonazis le 1^{er} novembre 2013.---

---Par ailleurs, des groupes anarchistes grecs se sont illustrés notamment par l'utilisation de colis piégés à destination de cibles symboliques comme le 16 mars 2017, contre le siège parisien du FMI faisant un blessé (pour plus de détails sur les groupes anarchistes grecs, se référer au PV intitulé « La mouvance anarchiste grecque »). Des anarchistes italiens ont également repris ce mode opératoire. La **Fédération anarchiste informelle/Front révolutionnaire** a revendiqué l'envoi de colis piégés à la Stampa, organe de presse italien, en avril 2013.---

---Conclusion---

---Même si l'ultragauche française se distingue par des actions principalement dirigées contre les biens, elle diffuse largement des documents permettant de concevoir des engins explosifs et incendiaires et fait des démonstrations de force *via* le black bloc révélant une potentialité violente importante non seulement contre les biens mais également contre les personnes.---

---De même l'ultragauche française bénéficie d'aïeux particulièrement meurtriers notamment le groupe Action Directe et baigne dans un milieu européen particulièrement actif n'hésitant pas à commettre des actions voire, des homicides.--

---Dont procès-verbal. ---

L'Officier de Police Judiciaire

Masi